

Débat d'actualité : Marche réservée uniquement aux femmes

Question de Kattrin Jadin à Sarah Schlitz (Égalité des genres et Égalité des chances) sur "La promotion d'un événement réservé uniquement aux femmes"

Kattrin Jadin (MR): Madame la secrétaire d'État, j'étais également étonnée quand j'ai vu votre appel pour une marche interdite aux hommes. Chacun a la liberté d'association, je ne veux pas remettre ce droit en question mais quand on est secrétaire d'État à l'Égalité des chances de Hommes et des Femmes, cette égalité, dans sa définition propre, exclut toute forme de discrimination! Donc votre position, en l'espèce, me pose problème. Non pas que vous agissiez comme vous le voulez en tant que citoyenne mais en tant que représentante de ce gouvernement. J'appréhende difficilement de voir ma secrétaire d'État lancer un tel appel.

J'aurais donc voulu connaître votre conception et comment vous vous définissez par rapport à ce principe d'égalité. Je le répète, il est très important que nous puissions suivre ensemble les démarches que vous préconisez dans votre note de politique générale mais alors, j'aimerais que nous puissions parler de la même chose. Or pour le moment, d'après ce que j'ai malheureusement pu lire et remarquer, force est de constater que ce n'est pas le cas.

Je vous écouterai donc avec beaucoup d'attention.

Sarah Schlitz, secrétaire d'État: Mesdames et messieurs les députés, ma mission en tant que secrétaire d'État à l'égalité des genres est de lutter contre toutes les inégalités présentes dans notre société, pour toutes les citoyennes et tous les citoyens, comme le précise ce passage de l'accord de majorité dont la mise en œuvre relève de ma responsabilité: "Le gouvernement mènera une politique active en matière d'égalité des genres et une politique volontariste qui s'attaquera aux déséquilibres structurels et historiques."

Il ne s'agit donc pas d'une mission contemplative visant à maintenir un statu quo, mais une mission de transformation de la société pour tendre vers l'égalité effective entre les femmes et les hommes. Le dernier rapport de l'IEFH dont nous venons de parler est très clair à ce sujet. Les femmes subissent encore l'inégalité et ses conséquences au quotidien. Ces inégalités se sont aggravées durant la crise.

Daarom ga ik in op ontmoetingen en dialoogmomenten met burgers. Een belangrijk deel van mijn werk bestaat erin naar mensen te luisteren en hun zorgen en noden een plaats te geven in het beleid. Ik stemde er dus mee in, net als andere sprekers, om een groep vrouwen te ontmoeten die wilden vertellen hoe zij de covidcrisis hebben ervaren. Zoals veel studies ons hebben laten zien, heeft de crisis door de verschillende lockdowns het huishoudelijk werk van vrouwen aanzienlijk doen toenemen en hen economisch beïnvloed en is het partnergeweld enorm gestegen.

Bien sûr, beaucoup d'hommes ont été gravement affectés par les conséquences sanitaires et sociales de cette crise. Il ne s'agit pas de faire une compétition entre des catégories de la population mais de tenir compte des spécificités de l'impact sur certaines catégories de la population.

Cette ballade était donc destinée aux femmes désireuses de partager un vécu spécifique et représentait deux heures d'activités sur un programme de trois jours auquel j'ai participé également, en toute mixité.

Quoi de plus normal pour une représentante politique que d'aller à l'écoute des citoyens? Cela s'est fait de tout temps, et ne pas le faire me serait vivement reproché.

Par exemple, M. Clarinval rencontra, le 19 avril dernier, le réseau non mixte des femmes chefs d'entreprises, sans que cela ne suscite chez vous une quelconque réaction.

Quant au mode d'organisation choisi par les organisatrices de l'événement en question, à savoir laisser se regrouper des femmes entre elles pour faire avancer des sujets qui les touchent spécifiquement, il n'a vraiment rien de neuf. Ce qui est nouveau et radical, c'est la volonté, exprimée par certains d'entre vous, d'interdire ce type de rassemblements. En 2014, la présidente du Sénat et 42 femmes politiques, tous partis politiques confondus, se sont réunis en non-mixité pour réclamer un ministère du droit des femmes, sans que cela n'entraîne de réaction indignée. Les femmes chrétiennes, socialistes ou libérales s'organisent entre elles, dans leurs réseaux respectifs, et ont contribué à la place que les femmes occupent aujourd'hui en politique.

Madame Jadin, vous avez vous-même créé la plate-forme non mixte *For'Her*, avec d'autres femmes politiques de l'arrondissement de Verviers, initiative que je salue par ailleurs.

Je pourrais donc énumérer des événements de ce type pendant encore longtemps. Bien que cette méthode d'organisation associative ou politique coule de source depuis des années, il semblerait que je doive à nouveau l'expliquer.

Il existe une différence de nature importante entre, d'une part, une non-mixité subie, c'est-à-dire imposée par les personnes qui détiennent une forme de pouvoir, comme c'est le cas de la ségrégation, de l'apartheid, du suffrage censitaire où il y a (?) exclusion des femmes du droit de vote, et, d'autre part, une non-mixité choisie de manière temporaire par une proportion de la population minoritaire ou minorisée avec un projet d'émancipation politique.

Dans la non-mixité choisie, comme celle de l'événement que vous questionnez, il ne s'agit pas d'établir ou de maintenir un projet de société discriminatoire mais, au contraire, de la mise en place d'un outil politique stratégique, d'un espace de liberté en vue de renforcer les consciences et les outils des participantes face aux différentes inégalités dont elles sont les victimes. Ce mode d'organisation est donc momentané et circonscrit à certains publics précis concernés par un problème ou un vécu commun.

Les luttes menées par des groupes de femmes auto-organisées ont d'ailleurs apporté des contributions majeures aux progrès vers l'égalité des genres à travers l'histoire, depuis les suffragettes en faveur du droit de vote des femmes en passant par le manifeste des 343 revendiquant le droit à l'avortement.

Net zoals je de baas niet uitnodigt op een vakbondsvergadering om de arbeidsomstandigheden te bespreken of een netwerk specifiek voor vrouwelijke ondernemers niet afkeurt.

Laat het duidelijke zijn dat het voor mij om een uitnodiging ging die een hoger doel dient: iedereen ten volle laten participeren aan de samenleving.

Ik wil u er ook aan herinneren dat men geen vrouw hoeft te zijn om te strijden voor gendergelijkheid. Integendeel, iedereen kan ertoe bijdragen dat bijvoorbeeld de strijd tegen seksisme en de loonkloof een politieke prioriteit wordt.

Hopelijk is jullie verontwaardiging over de ongelijkheden die nog altijd bestaan in onze samenleving even groot als jullie verontwaardiging over deze wandeling en kunnen we daar samen aan werken. Bedankt.

Katrin Jadin (MR): Madame la secrétaire d'État, à la base, ma question était formulée de façon à être constructive, du moins je l'espérais. J'espérais avoir au moins la possibilité de débattre avec vous sur quelque chose de vraiment fondamental pour notre vivre ensemble et pour les combats que je mène depuis très longtemps à de très nombreux niveaux. Je me permets de vous le rappeler, madame la secrétaire d'État. Je n'ai donc pas de leçon à recevoir de votre part en ce qui concerne les combats que nous devons mener pour plus d'égalité des chances et d'égalité entre les hommes et les femmes.

Dans une société pluraliste où nous voulons partager des valeurs semblables pour pouvoir construire la société de demain, plus égalitaire et en octroyant plus de chances aux hommes et aux femmes, j'ai toujours défendu le fait que nous devons, à un moment donné, nous interroger sur la manière d'y arriver. Je pense que la différenciation des droits n'est pas un outil utile pour acquérir cette égalité à tous points de vue. Je reste convaincue, madame la secrétaire d'État, que ce que vous faites comme promotion, à savoir l'interdiction d'une mixité ou plutôt d'un genre à une manifestation, n'est pas le bon chemin. C'est même fondamentalement contraire aux droits fondamentaux de notre État.

À ce titre, je considère que ma secrétaire d'État, que je soutiens, peut, à un moment donné, faire autre chose que persister et signer ou me donner des argumentations que je ne considère pas très judicieuses intellectuellement. Je pèse mes mots! On pourrait en effet aussi avoir une discussion là-dessus, d'autant plus alors que vous citez mes actions, madame la secrétaire d'État. Je ne suis pas d'accord du tout que nous continuions à travailler ensemble de cette manière. Je souhaiterais vraiment que nous puissions retrouver une sérénité, contrairement à ce que je viens de vivre ces dernières semaines.